

MARGINALISATION FONCIÈRE ET DYNAMIQUES DES CONFLITS AGROPASTORAUX DANS L'ARRONDISSEMENT DE POLI, RÉGION DU NORD CAMEROUN

*SOHBE DJIDIM Nestor¹ et MBANMEYH Marie Madeleine²

Département de géographie, Environnement et développement durable. Université de Garoua,
Cameroun. BP 346. Garoua

* Auteur correspondant : nsohbe11@gmail.com

Résumé

Cette étude est une réflexion empirique sur les conflits agropastoraux dans l'arrondissement de Poli, région du Nord Cameroun. Elle a pour objectif d'analyser les conflits qui opposent les éleveurs aux agriculteurs dans cet espace géographique. La méthodologie s'appuie sur l'enquête de terrain auprès d'un échantillon de 271 individus composés de 127 agriculteurs et 144 éleveurs, ainsi que 07 entretiens réalisés auprès des autorités locales. Il en ressort que 73 % des conflits actuels qui opposent les agriculteurs aux éleveurs dans cette région découle de la marginalisation foncière dont sont victimes les éleveurs. Deux types de différends agropastoraux sont régulièrement enregistrés (les conflits fonciers agropastoraux et les conflits liés aux dégâts champêtres). Ces tensions rurales sont généralement observées pendant la période des récoltes et à la reprise des campagnes agricoles, et se manifestent par des bagarres violentes, des insultes, des querelles et ; elles sont majoritairement résolues auprès des chefs traditionnels. La solution durable à ces conflits passe par la mise en place d'une politique foncière légale, garantissant l'accès et la sécurisation foncière à tous les acteurs.

Mots clés : *Marginalisation, conflits fonciers, agriculteurs, éleveurs, politique foncière, arrondissement de Poli.*

Land Marginalization and the Dynamics of Agro-pastoral Conflicts in the Council of Poli, Region of North Cameroon

Abstract

This study is an empirical study on agro-pastoral conflicts in the Poli council, in the northern region of Cameroon. Its aim is to analyse the conflicts between herders and farmers in this geographical area. The methodology is based on a field survey of a sample of 271 individuals made up of 127 farmers and 144 herders, as well as 07 interviews conducted with local authorities. The survey revealed that 73% of the current conflicts between farmers and herders in this region stem from the land marginalization suffered by herders. Two types of agro-pastoral dispute are regularly recorded (land disputes agro-pastoral and disputes over damage to fields). These rural tensions are generally observed during the harvest period and when agricultural campaigns resume, and manifest themselves in violent brawls, insults, quarrels and; they are mostly resolved by the traditional

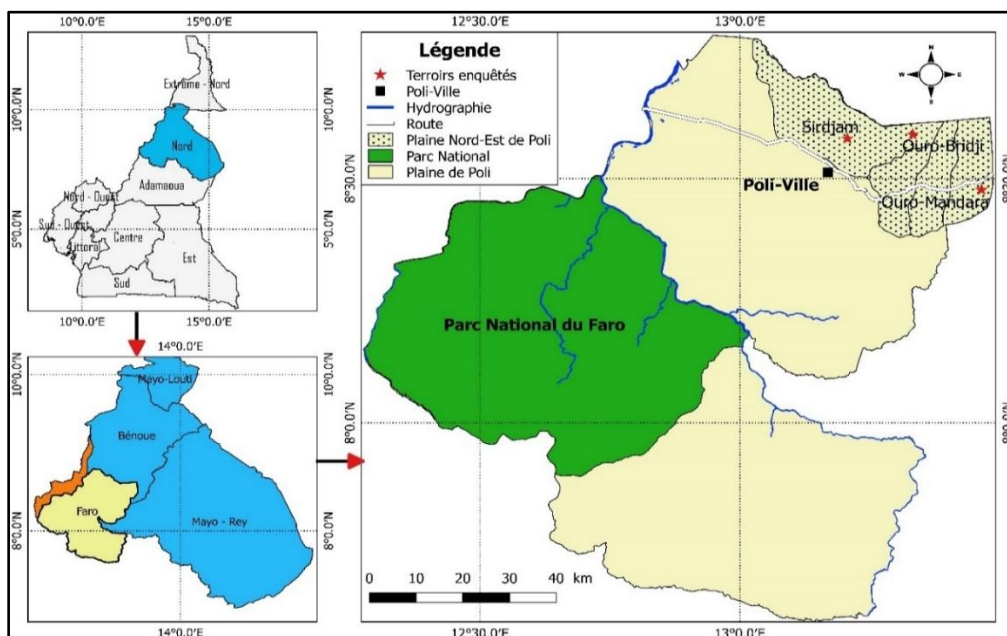
chiefs. A lasting solution to these conflicts requires the implementation of a legal land policy guaranteeing access to and security of tenure for all stakeholders.

Key words: *Marginalization, land conflicts, farmers, herders, land policy, Poli council*

Introduction

La croissance de la population dans l'espace rural s'accompagne aujourd'hui des multiples bouleversements sociaux notamment les migrations et les conflits d'accès et d'usagers aux ressources foncières (F. Reounodji, 2003, 6; F. Watang Zieba, 2010,4). Dans la région du Nord Cameroun, le pastoralisme est gravement menacé par l'activité agricole depuis le début de la colonisation de l'espace par les migrants en provenance de la région de l'extrême nord (Gonne 2009 ; Abdoulaye, 2010). Les espaces de pâturages, les pistes de transhumances sont chaque année colonisée par les cultivateurs (N. Sohbe Djidim, 2024, 242). Si la marginalité sur des terres préoccupe tous les ruraux, on note particulièrement que les éleveurs sont les plus exposés face à la question foncière dans cette région (N. Kossoumna Liba'a, 2008,7). Ils sont les premières victimes de l'insécurité foncière, alors qu'ils participent activement à la production et à la nutrition des millions d'individus (C. Seignobos, 2006). Leur accès à la terre demeure une question complexe. Dans la région de l'ouest du Burkina Faso, (A. Gonin, 2019, 37) évoque les difficultés d'accès au foncier auquel font face les éleveurs. Il remarque que la grande difficulté à laquelle est confrontée le pastoralisme dans cette région, c'est l'accès au foncier, la difficulté de circulation des bétails et le rétrécissement des espaces de pâturages par les champs (F. Ankogui-Mpoko, 2002, 223). Ainsi, les éleveurs se retrouvent dans une situation d'insécurité foncière accentuée par le caractère révocable de leurs droits fonciers liés, en particulier à leur statut de mobilité (P. Sougnabé, 2010, 251). Cette difficulté d'accès semble être partagée par la plupart des peuples autochtones d'Afrique centrale à l'instar des pygmées expulsés de leurs forêts au profit des agrobusiness comme le démontre le (CED ; 2013,3). (A. Gonin ; 2015), prédit que « les éleveurs seront bientôt sans terre ». D'où la problématique du foncier pastoral : Comment se manifeste la marginalisation foncière à l'égard des éleveurs et comment celle-ci fonde les conflits agropastoraux actuels en milieu rural dans la plaine de Poli ?

Du point de vue spatial, la zone d'étude est la commune de Poli. Elle est localisée dans le département du Faro entre (8°30' et 12°36' N et entre 12°13' et 13°12'E). Elle est limitée au Nord par les arrondissements de Lagdo et Tchéboa, à l'Est par le département du Mayo Rey, à l'Ouest par l'arrondissement Béka (Figure 1).



Source : Base de données INC ,2017

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

1- Méthodologie

Elle repose sur les modes de collecte et de traitement des données relatives aux différends qui opposent les agropasteurs dans la Commune de Poli. L'enquête individuelle s'est déroulée dans trois villages de la région d'étude. Il s'agit des villages d'Ouro-Mandara, Sirdjam et Ouro-bridji. Le choix de ces terroirs agricoles ne relève pas d'un jeu de hasard. Il s'explique par le fait que ces terroirs offrent une parfaite illustration des conflits agropastoraux sus évoqués. La figure 1 présente la zone d'étude.

1.2. Collecte des données primaires

Les données de seconde main ont été obtenues à l'issu d'une fouille documentaire réalisée sur la thématique des conflits agropastoraux en zone soudano-sahélienne (N. Kossoumna Liba'a, 2008, 2016, P. Sougnabe, 2010 ; N. Sohbe Djidim, 2024 et B Gonné, 2006) ainsi que des articles scientifiques ont été consultés (C. Siegnobos, 2002 ; B. Gonné, 2009). L'exploitation de ces connaissances a enrichi cette recherche.

Les travaux de terrain ont été entièrement focalisés quant eux, sur la collecte des données primaires auprès des agriculteurs et éleveurs dans les trois terroirs d'étude. L'identification de toutes les catégories d'acteurs concernés par le conflit a été faite, cela a permis de définir un échantillonnage raisonné de 261 individus composés des agriculteurs et des éleveurs qui ont tous répondu au questionnaire. Pour chaque catégorie d'acteurs, un questionnaire subdivisé en plusieurs rubriques a été administré. Le questionnaire dans son ensemble vise à identifier les causes et les manifestations des conflits, leurs impacts et les perspectives de

résolutions. Les informations issues de l'enquête ont fait l'objet d'une analyse statistique à l'aide du logiciel SPSS. Ci-dessus la répartition de l'échantillon par localité (Tableau I).

Tableau I : Répartition des individus enquêtés par terroirs témoins

Villages étudiés	Enquête individuelle	
	éleveurs	agriculteurs
Ouro-Bridji	71	69
Sirdjam	36	35
Ouro-Mandara	35	25
Total	142	129

Source : Sohbe Djidim, 2023

Hormis les enquêtes individuelles menées dans les villages ci-dessous, quelques entretiens ont été effectués avec certaines personnalités clés dans la gestion des conflits et du foncier rural. Il s'agit des chefs coutumiers ou traditionnels, les responsables municipaux et d'organisations d'appui au développement rural. Ces entretiens ont permis de recueillir les données relatives à la résolution des conflits, la gestion foncière et les perspectives sur pérennisation de la paix entre les acteurs autour des ressources foncières de la Commune de Poli.

2.4. Le traitement des données

Les données provenant du terrain à la suite de l'administration du questionnaire et du guide d'entretien ont subi en majorité un traitement informatisé. Une bonne partie a fait l'objet d'un traitement manuel avant d'être introduite dans la machine pour les traitements statistiques. Une base donnée des tableaux SPSS a été conçue sur la base des différentes variables étudiées et de leurs indicateurs. Leur analyse a permis la classification des conflits par ordre d'importance (typologie des conflits, leurs occurrences, leurs manifestations ainsi que les mécanismes de résolution). Grâce aux logiciels SPSS, leurs traitements ont débouchés sur la conception des tableaux des valeurs et des graphiques.

2. RESULTATS

2.1. La marginalisation foncière comme fondement des conflits agropastoraux

La marginalisation est une notion qui renvoie à un processus dynamique de mise à l'écart d'un individu ou groupe social (L. Danielle et R. Shirley, 1994, 9). Être marginalisé suppose une distanciation du social dans le sens d'une détérioration plus ou moins complète des conditions de vie. La marginalité varie énormément d'un groupe à l'autre, d'un individu à l'autre, d'une étape à l'autre. Selon R. Castel et E. Morin, 1994, la marginalisation est quasiment liée à l'espace social, soit à une territorialisation, soit à une occupation spécifique du territoire découlant des rapports sociaux existants. Dans les sociétés rurales, le processus de

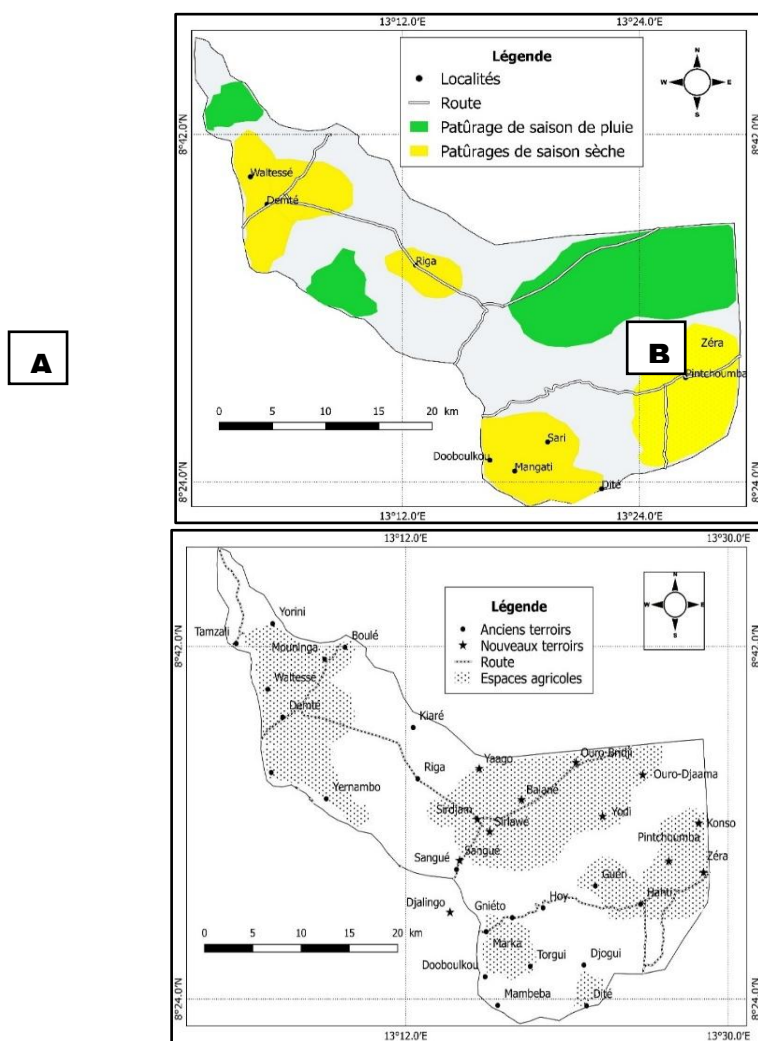
marginalisation et d'exclusion sociale touche principalement des individus rattachés à des milieux spécifiques liés généralement à l'accès aux ressources naturelles (terre, eau, etc.). Les formes les plus couramment associées à la marginalisation et à l'exclusion sociales touchent généralement à l'univers de la pauvreté. P. Lascoumes et M. Marthe Cousineau, 1994, 77 pour leur part, nous introduisent dans un univers d'exclusion provoquée par des phénomènes autres. Le premier situe celle-ci dans le contexte de l'apparition du VIH et du développement du Sida qui entraîne le rejet du sujet de la société. De son côté, Cousineau pose dans son texte « Quelques considérations sur le sentiment et la condition d'isolement des victimes ». Ainsi, à la suite d'une agression vécue personnellement ou subie par un proche, bon nombre de personnes adopteront des stratégies de retrait, de rupture, voire d'isolement complet. Cela ramène au premier plan la question de la vulnérabilité face à diverses situations dans lesquelles on se sentait jusque-là en sécurité. Le choix de l'isolement, dans une optique de protection, entraîne un affaiblissement du réseau relationnel qui, à son tour, renforce l'exclusion. Dans les campagnes de l'arrondissement de Poli, les éleveurs font face à plusieurs formes d'insécurité foncières se manifestant de plusieurs manières :

2.1.1. La confiscation des espaces de pâturages par les agriculteurs

L'arrache des terres pastorales se fait à travers la conquête des nouvelles terres agricoles par les migrants agricoles, notamment les agriculteurs toupouri. Ainsi les espaces pastoraux reconnus avant l'installation des migrants sont transformés progressivement en espaces agricoles sous fond des conflits violents comme le raconte ce témoin.

« ...Le conflit a opposé les agriculteurs Toupouri aux éleveurs Mbororos. La cause immédiate ici est le dégât champêtre causé par les bêtes des éleveurs. Mais au fond, il s'agit d'un problème foncier. Les Mbororo ont libérés de nuits leurs bêtes sur les champs des Toupouri sciemment pour exprimer leur mécontentement face la progression des défrichements sur les espaces de pâturages qu'ils contrôlent depuis des années. Le bilan de cette bataille fait état de trois morts et quatre blessés du côté des éleveurs et un blessé du côté des agriculteurs. Les trois éleveurs Mbororos ont trouvé la mort suite à l'affrontement avec les forces de maintien de l'ordre. Les Mbororos ont commencé à tirer les fléchés sur les militaires et, ces derniers pour s'échapper à la mort ont tiré sur eux à balle réelle... ».

Cet extrait d'entretien sur le conflit, témoigne de la marginalisation des éleveurs au plan foncier. Cet espace a été octroyé par le lamido de ladite localité aux éleveurs pour les besoins de pâturages. Il a été arraché aux éleveurs par les migrants agriculteurs au profit de l'agriculture. La figure 2 illustre la transformation des fronts pastoraux en fronts agricoles suite à l'arrivée des migrants successifs ces dernières années.



Source : Fond de carte de Meaden et Lévées de terrain, 2024

Figure 1. Transformation des fronts pastoraux en fronts agricoles

La planche 1 illustre la transformation des fronts pastoraux en fronts agricoles. Sur la figure A, les espaces colorés en jaunes et verts furent respectivement par le passé des espaces de pâturages de saison sèches et de pluies. Sur la figure B, on observe que ces espaces des pâturages reconnus avant l'installation des migrants sont devenus des espaces agricoles. D'où la recrudescence des conflits entre éleveurs et agriculteurs ces dernières années.

2.1.2. L'obstruction des drailles

En plus de la transformation des espaces de pâturages en zones agricoles, la marginalisation foncière à l'égard des éleveurs est aussi perceptible à travers l'obstruction des voies d'accès aux espaces de pâturage et aux points de breuvages par les champs. Dans les terroirs, on note l'absence des couloirs vers les espaces

de transhumance posant ainsi de sérieux problème de circulation des bétails, surtout pour les agro-éleveurs qui doivent quitter le centre des villages pour se rendre dans les périphéries des terroirs à la recherche des pâturages. Les voies sont obstruées par les cultures ou trop serrées. Toutes les fois que les troupeaux partent en transhumance ou se dirigent vers les points de breuvages, les bergers sont confrontés à ces genres de problèmes. Ce qui génère des conflits fonciers agropastoraux. Le tableau II présente les conflits agropastoraux liés à la mobilité des éleveurs ou causée par l'arrache des espaces pastoraux.

Tableau II. Typologies des conflits agropastoraux

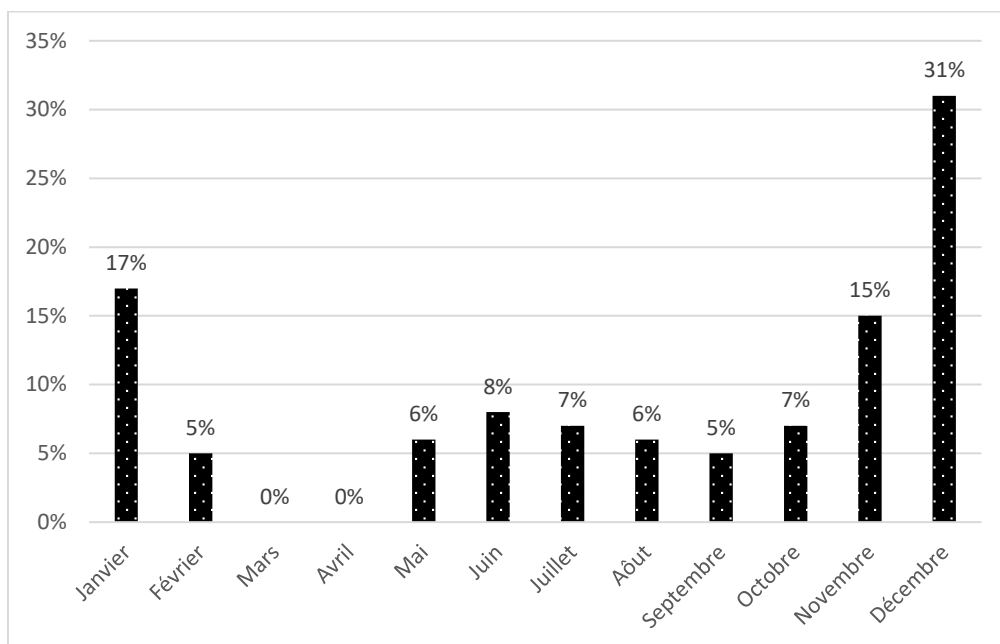
Cause des conflits	Pourcentages
Encombrement des pistes à bétail par les cultures	37 %
Obstruction des points des breuvages par les champs	21 %
L'arrache des espaces pastoraux	15 %
Dégâts champêtres	27 %
Total	100 %

Source : Enquête de terrain, 2024

Le tableau II présente trois principales causes des conflits fonciers agropastoraux dans les terroirs d'étude. Premièrement, on observe que les conflits agropastoraux sont plus liés à l'encombrement des pistes à bétail par les cultures, soit 37 % des causes conflits. Deuxièmement, les conflits fonciers sont causés par l'obstruction des pistes qui mènent aux cours d'eau ou espaces de pâturages, soit 21 % des causes des conflits enregistrés. Troisièmement, les conflits liés naissent suite à la progression des agricoles sur les fronts pastoraux, qui occupent 15 % des causes des conflits et les dégâts champêtres représentent 27 % des causes des conflits. Il faut noter que l'obstruction des pistes de transhumance cause d'énormes difficultés de circulation aux agro éleveurs qui doivent quitter chaque matin le centre du village pour les périphériques à la recherche des pâturages. Les berges fréquemment confrontées à des querelles, les injures au passage des animaux.

2.2. Périodes de manifestations des conflits agropastoraux

Les conflits peuvent être répartis sur quatre périodes. S'agissant des dégâts causés par les bêtes sur les cultures, les informations de terrain révèlent que ces dégâts surviennent le plus, pendant la période de récolte et généralement dans la nuit. Les Mbororo laissent leurs troupeaux sans contrôle, car ils estiment qu'il y a personne au champ et, c'est le matin qu'on constate les dégâts. La figure 3 suivante présente les périodes de survenance des conflits.



Source : enquête de terrain, 2024

Figure 3. Perceptions des acteurs sur la périodicité des conflits

La figure 3 présente les périodes des manifestations des conflits. Il découle que les conflits sont concentrés beaucoup plus pendant la période des récoltes (de décembre à février) et en début de saison des pluies (Mai, juin). Ces deux périodes correspondent aux mouvements des éleveurs transhumants. Pendant la période de récolte, on observe le retour des éleveurs autour des terroirs agricoles à la recherche des fourrages. Durant ce temps, les conflits sont réguliers entre agriculteurs et éleveurs transhumants. Les éleveurs s'y installent (jusqu'à la période des semailles). Pendant ce temps on observe encore la fréquence régulière des conflits surtout l'empiétement des semis. Une fois les semis levés, les éleveurs se retirent dans les espaces forestiers pour un retour à la récolte prochaine. Ce scénario est devenu un cycle de vie pour les éleveurs. L'enquête de terrain montre que le mois de novembre concentre 15 % des conflits, décembre 31 % et janvier 17 % des conflits fonciers.

2.3. Conséquences des conflits dans les terroirs d'étude

2.3.1. La détérioration du climat social entre agriculteurs et éleveurs

Suite à la récurrence des conflits, aujourd'hui la relation entre agriculteurs et éleveurs s'est détériorée dans cette région. Les protagonistes se regardent comme des ennemis, laissant place à des attaques nocturnes et des prises d'otages. Les éleveurs sont chassés des terroirs par les agriculteurs et leurs animaux tués. Autrefois les beaucoup éleveurs passés leurs journées devant les boutiques et

restaurent dans les villages des Toupouri, aujourd'hui, ils sont interdits de fréquenter ces lieux à cause des conflits communautaires comme l'illustre cet agriculteur.

[...Maintenant les Mbororos et les Toupouri se regardent comme des ennemis. Tu ne peux oser marcher seul dans la forêt, au risque d'être attaqué. À notre arrive ce climat d'insécurité ne règne pas. On cohabitait dans la paix. Ils viennent nous vendre du lait ici au village ; quant il y a un animal mort, ils nous informent, on part ramasser de la viande. Beaucoup d'entre eux confiaient même des bœufs à certains Toupouri pour le labour. Le problème a commencé quand les Toupouri ont commencé à voler les moutons et bœufs. Non seulement ça, quand ils surprennent les troupeaux des Mbororos dans les champs, ils commencent directement à les couper avec la machette. C'est surtout ces actions qui ont fâché vraiment les Mbororos. Aujourd'hui la cohésion sociale n'est plus...]

L'insécurité sociale se manifeste par les prises d'otages, le vol des bétails des éleveurs par les agriculteurs, des bagarres qui s'éclatent de temps à autres entre peuls et Toupouri ; de l'autre côté, les peuls ripostent par des attaques nocturnes sur les chemins. Des acteurs ruraux qui partagent le même territoire mais en conflits qui s'expliquent pour la plupart selon les éleveurs non seulement par le vol des bétails, mais surtout par l'insécurité foncière donc t- ils sont victimes de la part des agriculteurs. L'insécurité entre éleveurs Mbororos et agriculteurs Toupouri est devenu un fléau social dans la région. Les attaques sur les routes et dans les forêts sont devenues régulières. Le climat de cohésion qui régnait au départ de la construction des terroirs a disparu. Aujourd'hui, les Mbororos sont interdits de fréquenter les villages des Toupouri, car qualifiés des bandits.

2.3.2. Les dégâts champêtres

L'une des conséquences notoires des conflits, c'est la destruction des cultures par les bêtes des éleveurs. Cette destruction est à l'origine de l'insécurité alimentaire dans certains ménages et d'autres producteurs de la Sodocoton rayé de la liste des producteurs suite au non remboursement des dettes prises au début de la campagne agricole. Les propos de ce planteur rayé de la liste des producteurs témoignent cette réalité locale.

[...Aujourd'hui, je ne cultive plus le coton. En 2011, les troupeaux des Mbororo ont détruits 06 quarts de mon champ de coton. Je me suis retrouvé à la suite impayée. La campagne suivante la Sodocoton a enlevé mon nom de la liste des planteurs. Il y a un réel problème en ce qui concerne les dégâts champêtres dans ce village. Les troupeaux des Mbororo ne sont pas comme pour nous où on attache à la tombée de la nuit. Pendant que les bergers dorment la nuit, les animaux sont en divagation. Vraiment, c'est un problème qu'il faut trouver une solution ...].

Les propos de ce producteur illustre l'impact des conflits sur la vie des acteurs. L'observation de terrain montre plusieurs cas de figure d'impact des dégâts champêtres sur la vie des ménages. Dans d'autres cas se sont les cultures vivrières destinées à la consommation qui sont détruites exposant ainsi les ménages à l'insécurité alimentaire.

2.3.3. Les pertes en vie humaines

Les conflits qui opposent les acteurs sont parfois meurtriers et laissent sur le terrain des conséquences indélébiles. En 2019 dans le terroir d'Ouro bridji, un conflit éclata entre un groupe des éleveurs Mbororo contre un groupe d'agriculteur Toupouri au sujet des bétails volés comme présentait dans cet extrait.

[...l'an dernier, nous avons perdu un père de famille ici au village à suite de l'agression des Mbororos. En effet, les gens du village ont égorgé les bœufs des éleveurs. Ils les ont vu et poursuit, alors la bataille s'en ai suivi. Les Mboroos semblaient dominer sur les groupes de voleurs ; ces derniers ont pris fuites, il y a un parmi eux qui n'a pu échapper. Le matin nous sommes allées seulement chercher son corps pour ensevelir. Le sous-préfet et les éléments de maintien de l'ordre sont venus ici pour les enquêtes, on a dissimulé l'affaire en jeté la faute sur les Mbororos, or ce sont les gens du village qui mangent tous les temps leurs moutons ...].

Ce cas de figures de conflits qui opposent les acteurs témoignent à suffisance de la porosité des relations entre ces deux communautés. Ces conflits ont un impact direct sur la vie socio-économique desdites sociétés rurales.

2.4. Les mécanismes de résolutions des conflits agropastoraux et les perspectives de garanties de sécurité foncière dans l'arrondissement de Poli

2.4.1. Une médiation des conflits obsolètes

L'existence de ces conflits a fait naître au sein des sociétés des instances de médiations des conflits. On les trouve à tous les niveaux : familles, quartiers, villages et canton, etc. Le pouvoir traditionnel, omniprésent en milieu rural joue un rôle efficace dans la résolution des conflits. Chercher à résoudre le conflit, c'est rétablir les responsabilités et de réparation des torts à la victime. Et pour en arriver à ce niveau, plusieurs institutions et acteurs doivent être associés. Le tableau III présente les instances de résolution des conflits entre les acteurs.

Tableau III. Les mécanismes de résolution des conflits

Instances de résolution des conflits	Pourcentages
Résolution à l'amiable	14 %
Chez les chefs des villages	64,2 %
Chez les lamibés	16,3 %
Recours à la justice	2,5 %
Total	100 %

Source : enquête de terrain, 2024

Le tableau III présente quatre instances de résolution des conflits qui opposent les acteurs. On observe une forte implication des chefs locaux dans la résolution des conflits. C'est le canal privilégié par les acteurs pour résoudre les conflits. Il représente 64,2 % des instances des médiations des conflits. Lorsque les dégâts sont importants, les protagonistes ont souvent du mal à trouver un terrain

d'entente et, la situation atteint le Lamido. L'enquête de terrain montre que 16,3 % sont résolus auprès des Lamibé. L'arrangement à l'amiable représente 14 % des canaux de résolution des conflits. La vie rurale dans la plaine Nord-Est de Poli est caractérisée par la solidarité entre les individus partageant le même terroir ou des terroirs contigus. Par ailleurs les liens fraternels de bon voisinage constituent des facteurs de régulation à l'amiable des différends opposant les personnes proches. Ces liens fraternels obligent les acteurs à recourir à la négociation à l'amiable (A. Teyssier ; O. Hamadou, et C. Seignobos, 2003). Les autorités locales sont les moins sollicitées dans les médiations des conflits. Elles interviennent seulement à hauteur de 2,5 %. Ceci est dû au fait que les paysans ont peur de rapporter les problèmes devant les juridictions compétentes, justifiant ce refus par la cherté et ambiguïté des tribunaux administratifs.

2.4.2. L'urgence de la réforme de la politique foncière en milieu rural

Aujourd'hui, la situation foncière dans la plaine Nord-Est de Poli est préoccupante (N. Sohbé Djidim, 2024, 205). Les tensions foncières évoluent, les dispositifs traditionnels et administratifs de gestion des conflits ont montré leurs défaillances (P. Sougnabé, 2010, 316). Les résolutions prises ne convergent ni vers la prévention durable des conflits encore moins la réduction des conséquences des conflits dans les terroirs (N. Kossoumna Liba'a, 2008, 209). Les acteurs fonciers sont donc ainsi insatisfaits. Elle demande qu'on y apporte le plus rapidement possible une solution pour garantir les conditions d'exploitation durable aux acteurs et surtout limiter l'évolution des conflits dans les terroirs. Certes, les conflits sont des faits inhérents à la vie sociale, mais chercher à résoudre les conflits par les simples réparations des torts aux victimes sans pour autant mettre en œuvre les mécanismes de prévention et gestion durable des conflits, ne constitue pas une solution durable à l'édification d'une société rurale apaisée. Des actions orientées vers la sécurisation des conflits sont à entrevoir pour limiter leurs effets sur les populations locales. D'où la nécessité d'une politique foncière qui assure la sécurisation des terres à toutes les couches et catégories sociales sans exclusion (P. Chauveau Jean et al. 1998, 21). Celle-ci devra définir les règles d'accès et de gestion des ressources foncières dans les terroirs en tenant compte de la diversité des activités rurales (L. Delville et al. 2003, 9). A cet effet, la complémentarité entre l'agriculture et l'élevage pourrait être une bonne perspective sur laquelle les acteurs locaux implémenter la réforme foncière dans l'arrondissement de Poli.

3. Discussion

L'analyse des conflits agropastoraux en milieu rural n'est pas le propre des régions du Nord-Cameroun, elle est une question universelle et constitue une problématique d'actualité scientifique de notre siècle en Afrique subsaharienne. Avec le boom démographique actuel, couplé aux multiples crises socio-

environnementales et sécuritaires qui secouent les sous-régions d'Afrique en générale, les conflits ruraux se sont multipliés ces dernières années. Les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche corroborent et divergent avec celles antérieures ayant abordés la même thématique. Déjà dans les plaines du Diamaré, à l'extrême nord Cameroun, les travaux de B. Gonné (2005 et 2014) et de F. Watang Zieba (2006 ; 2010) montrent que la saturation foncière dans certains terroirs a causé des conflits multiformes entre les acteurs du monde rural allant des tensions familiales aux affrontements ethniques ou encore entre divers acteurs aux profils socioprofessionnels divergents. Dans la vallée de la Bénoué, B. Gonne et C. Seignobos (2006) M. Abdoulaye (2010), N. Kossoumna Liba'a, 2008 ; 2016 ou encore N. Sohbe Djidim (2024, 240) révèlent de exacerbation des conflits agropastoraux et fonciers liés aux migrations agricoles et à aux mobilités pastorales.

Au-delà du contexte camerounais, ces observations convergent également avec celles des chercheurs soudano-sahéliens comme F. Reounodji, 2003 ; P. Sougnabé, 2010 ou encore d'Afrique de l'ouest à l'instar de A. Gonin (2018) et F. Yoda (2015) dans l'ouest Burkina-Faso ou H. Mounkaila (2005) dans le Nord-Est du Niger, où les conflits agropastoraux sont également enregistrés liées à l'installation des migrants ou à la concurrence spatiale entre l'agriculteur et l'élevage. Par ailleurs, ce travail révèle que les travaux antérieurs sur les conflits agropastoraux au nord Cameroun n'ont pas permis de recenser toutes les dynamiques sur la question. La présente étude révèle donc des caractères originaux non seulement au niveau de la zone d'étude, mais surtout elle met également en évidence les nouvelles causes des conflits agropastoraux comme la marginalisation foncière dont sont victimes les éleveurs transhumants en cours de sédentarisation au Nord Cameroun.

Conclusion

Cette étude a porté sur les conflits agropastoraux dans la commune de Poli. L'objectif principal était de mettre en évidence les fondements, les caractéristiques et d'en proposer une perspective de gestion durable de ces conflits. L'étude a révélé que la marginalisation foncière subie par les éleveurs constitue le fondement majeur des conflits observés dans cette région. Ces conflits ont un impact négatif sur le développement socio-économique, la détérioration de la cohésion sociale et du vivre ensemble entre agriculteur et éleveurs de cette région. Lorsque ceux-ci surviennent, les arbitrages traditionnels sont les premiers à être saisi, ensuite les tribunaux administratifs, mais en vain. Pour un monde rural paisible où règne la cohabitation pacifique entre les acteurs ruraux, la solution passerait par la mise en place d'une nouvelle politique foncière adaptée au contexte et aux réalités locales. Ladite politique foncière devrait prendre en compte la dimension intégrative ou complémentarité entre agriculture et de l'élevage pour un développement rural durable. Cependant, une question cruciale

reste posée : comment évolué vers une intégration l'agriculture et l'élevage sans conflictualité ?

Références bibliographiques

- Abdoulaye, Mwefou. (2010). *Migration, dynamiques agricoles et problèmes fonciers dans le bassin de la Bénoué (Nord-Cameroun)*. Thèse de doctorat, Université de Paris 7, Paris l'Harmattan ; 215 p
- Ankogui-Mpoko Guy-Florent, 2002. *Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en RCA. La difficile intégration de l'élevage et de l'agriculture au Nord-Est de Bambari*. Thèse de Doctorat, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 ; 393 p
- Castel Robert et Morin Égard, 1994. La dynamique de processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation, *Cahier de recherche sociologique*, numéro 22. DOI : <https://doi.org/10.1002205ar>, 18 p
- Chauveau Jean-Pierre et Lavigne Delville Philippe, 1998 " Quels fondements pour des politiques foncières en Afrique francophone ? », in Lavigne Delville Philippe (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Karthala, Paris, p. 720-735.
- Chauveau Jean Pierre et Paul Mathieu. (1996). Dynamiques et enjeux des conflits fonciers. In *Quelle politique foncière pour l'Afrique rurale : Réconcilier pratique, légitimité et légalité*. Paris, Karthala, www.horizon.ird.fr). Karthala, Paris, p. 520- 535
- CED., 2013. Le foncier rural au Cameroun. <http://www.cedcameroun.org/>. 36 p
- Danielle Laberge et Shirley Roy, 1994. Marginalité et exclusion sociale : des lieux et des formes, *Cahier de recherche sociologique*, numéro 22. DOI : <https://doi.org/10.1002205ar>, 9 p
- Gonné Bernard ; 2005. « Migrations et problématique d'installation récente des paysans Toupouri dans la vallée de la Bénoué (Nord-Cameroun) ». In *migrations et mobilités spatiale dans le bassin du lac Tchad*. 387 -393 p.
- Gonné, Bernard et Seignobos Christian., 2006. « Nord Cameroun : les tensions foncières s'exacerbent, in Numéro spécial » *Le foncier, un enjeu crucial aux multiples dimensions*, Grain de sel, N° 36, Septembre-Novembre 2006, 16-18 p
- Gonin Alexis., 2015. « La terre est finie ! » quel avenir pour le pastoralisme en Afrique de l'Ouest ? *Revue métro politiques*, 8 p.
- Gonin Alexis, 2018. « Concurrences spatiales, libre accès et insécurité foncière des éleveurs (sud-ouest du Burkina Faso) ». *Les cahiers du pole foncier*. www.pole-foncier.fr. 36 p.
- Kossoumna Liba'a, Natali (2008). *De la mobilité à la sédentarisation : gestion des ressources naturelles et des territoires par les éleveurs Mbororo au Nord du Cameroun*. Thèse de Doctorat, Université Paul Valéry Montpellier 3 (France), 324 p.

- Kossoumna Liba'a Natali., 2016. Étude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du nord, Adamaoua et est. Rapport final UNHCR », 129 p.
- Kossoumna Liba'a Natali., 2018. Revue des expériences de reconnaissance et sécurisation foncière des communautés Nord Cameroun. www.cedcameroun.org, 44 p.
- Lavigne-Delville Philippe, Ouédraogo Hubert, Toulmin Camilla et Le Meur Pierre-Yves (coord.), 2003. Pour une sécurisation foncière des producteurs ruraux, actes du séminaire international d'échanges entre chercheurs et décideurs, Ouagadougou (19-21 mars 2002), Crêt, Paris.
- Mounkaila, Harouna., 2010. *Migrations de colonisation agricole et dynamique du peuplement dans les communes rurales de Say et Tamou*. Thèse de doctorat, Université de Niamey. 311 p
- Reounodji Frédéric., 2003. *Espaces, sociétés rurales et pratiques de gestion des ressources naturelles dans le sud-ouest du Tchad*. Thèse de doctorat. Université de Paris panthéon Sorbonne, 468 p.
- Saidou Sanou et Tallet Bernard., 2010. « Une démarche de sécurisation foncière au Burkina Faso ». La formalisation des accords fonciers comme réponse à l'incertitude ». <http://hal.cirad.fr/cirad-00471292>, 09 p.
- Seignobos, Christian (2002) Sortir de l'oralité : un moyen de reconnaissance des droits fonciers au Nord-Cameroun, PRASAC, Garoua 6 p.
- Seignobos, Christian et Gonne Bernard (2006). Une négociation introuvable ? L'exemple du Mayo-Rey dans le Nord-Cameroun.
- Sougnabé Pabame., 2010. *Le pastoralisme en quête d'espace en savane tchadienne. Des peuls autour de la forêt classée de Yamba Berté*. Thèse de Doctorat, Université de Sorbonne Paris, 419 p.
- Teyssier André et Seignobos, Christian (2003) « Expériences de médiation foncière dans le Nord-Cameroun », Réforme agraire, FAO/1, 121-127
- Sohbé Djidim Nestor, 2024. *Migrations et dynamiques socio-foncières dans la plaine Nord-Est de Poli (Nord Cameroun)*. Thèse de Doctorat, Université de Maroua, 340 pages.
- Yoda, Félix, 2015. Les inégalités de genre dans l'accès à la terre au Burkina Faso : État des lieux, troisième atelier du projet FAO-Dimitra, *Accès à la terre en milieu rural en Afrique : stratégies de lutte contre les inégalités de genre*. <http://www.fao.org/ak159f/ak159f32>
- Watang Zieba Félix., 2010. *Muskuwaari, immigration et mutations spatio-agricoles en pays Guiziga (extrême-nord Cameroun)*. Thèse de Doctorat, Université de N'Gaoundéré. HAL Id: tel-00578349. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00578349> 422 p